

Le journalisme citoyen face aux défis électoral et démocratique en Côte d'Ivoire

PIRA Kouassi Touffouo Frederic
Université Alassane Ouattara
(Bouaké, Côte d'Ivoire)
pirafred2000@yahoo.fr

Résumé

Cet article examine l'engagement des citoyens sur les médias sociaux en politique en Côte d'Ivoire, en se basant sur des théories de la cyberdémocratie, de la sociologie des innovations technologiques et de la citoyenneté numérique. Il se concentre sur les élections de 2020 pour étudier comment les citoyens cherchent à influencer l'opinion publique et le processus électoral via les plateformes en ligne. Malgré l'activisme en ligne, les débats sont souvent polarisés et ont peu d'impact direct sur les élections. Les résultats soulignent l'importance des discussions en ligne pour la démocratie, mais notent leur faible influence sur les résultats électoraux. L'article appelle à développer une culture de débat plus constructive pour mieux intégrer les citoyens dans les décisions politiques, mettant en avant la nécessité d'examiner le rôle des médias sociaux dans la démocratie ivoirienne.

Mots-clés : citoyen – démocratie – élection - journalisme - Côte d'Ivoire.

The citizen journalism in the face of electoral and democratic challenges in Côte d'Ivoire

Abstract

This article examines citizen engagement on social media in Ivorian politics, drawing on theories of cyberdemocracy, the sociology of technological innovations, and digital citizenship. Focusing on the 2020 elections, the study explores how citizens attempt to influence public opinion and the electoral process through online platforms. Despite online activism, debates often tend to be polarized and have minimal direct impact on elections. The findings highlight the significance of online discussions for democracy while acknowledging their limited influence on electoral outcomes. The article advocates for the development of a more constructive culture of debate to better integrate citizens into political decisions, underscoring the need to examine the role of social media in Ivorian democracy.

Keywords: Citizen - democracy - election - journalism - Côte d'Ivoire

Introduction

Depuis la réinstauration du multipartisme en 1990 et surtout après le décès du président Houphouët-Boigny en 1993, le paysage électoral en Côte d'Ivoire est marqué par des contestations et des violences meurtrières. Ces conflits répétitifs, issus de manipulations politiques diverses, révisions constitutionnelles, lois électorales biaisées et du contrôle des organes électoraux entachent l'intégrité du vote. Cette évolution a transformé le pays, autrefois considéré comme un havre de paix en un théâtre de conflits électoraux croissants, constituant un défi majeur pour la nation. Pendant longtemps, les citoyens ont été désarmés face à ces enjeux électoraux, faute d'espaces d'expression et d'outils pour protéger leur vote et faire valoir leurs choix. Toutefois, l'émergence des médias numériques et des plateformes de discussion en ligne a apporté une nouvelle dimension à la scène politique ivoirienne. Avant même cette implication citoyenne dans l'espace public, des voix comme celles de H. Rheingold (1994) qui comparait Internet à l'espace public habermassien, ou encore S. Proulx et P. Breton (2012), soutenant l'idée d'une plus grande efficacité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la participation démocratique, ont souligné le potentiel des médias numériques pour améliorer les processus électoraux en Côte d'Ivoire. Dans cette perspective, de nombreux internautes ivoiriens croient fermement que le journalisme citoyen, qui a connu une expansion significative avec l'avènement de l'hypermédia Internet et des réseaux sociaux, peut contribuer à une transformation positive des élections dans le pays. Sur les plateformes en ligne, ils partagent un engagement pour l'intégrité électorale, le respect des choix des électeurs et l'avancement démocratique en Côte d'Ivoire. Cette étude se concentre sur la manière dont le journalisme citoyen tente d'influencer la transparence et la responsabilité des processus électoraux dans ce contexte. L'article s'articule autour de la présentation d'initiatives novatrices des citoyens pour surveiller les élections, dans un contexte institutionnel parfois défaillant. D'abord, il commence par justifier le rôle du journalisme citoyen dans la surveillance des processus électoraux, puis expose le cadre théorique et méthodologique. Ensuite, il compare deux périodes électorales distinctes (1960-1990 ; 1995-2020), marquées par des dynamiques politiques différentes, avant de se concentrer sur l'élection présidentielle d'octobre 2020 où le journalisme citoyen a pris de l'ampleur. Les résultats révèlent les intérêts des internautes concernant le processus électoral, suivis d'une analyse approfondie. En conclusion, des

recommandations sont formulées pour renforcer le rôle du journalisme citoyen dans le paysage électoral ivoirien

1. Théorisation et méthodologie

1.1. Positionnement théorique

Dans cet article, l'accent est mis sur l'interaction entre les technologies de l'information et de la communication (TIC) et la participation citoyenne numérique, adoptant une perspective critique quant à l'idéalisation d'Internet. L'innovation technologique, omniprésente dans nos sociétés actuelles, selon G. Gaglio (2013), influence divers domaines, comme l'ont exploré des chercheurs en sociologie des innovations technologiques tels que F. Jauréguiberry et S. Proulx (2011) ainsi que S. Proulx (2015). Ces études soulignent l'adaptation et le détournement des TIC, en particulier des réseaux sociaux, initialement conçus pour les interactions sociales, mais devenus des plateformes propices au développement de la démocratie délibérative. L'utilisation d'outils numériques tels qu'Internet, les téléphones mobiles et les réseaux sociaux permet aux citoyens de surveiller les élections et de défendre leur intégrité. Cette évolution redéfinit les interactions entre société, politique et médias, anticipée par H. Rheingold (1994) concernant le rôle croissant des citoyens en ligne dans les processus électoraux et la revitalisation potentielle de la démocratie grâce à Internet. Des auteurs comme P. Flichy (2001), D. Wolton (2010) et D. Cardon (2010) ont également souligné qu'Internet favorise l'implication citoyenne dans le débat public et joue un rôle central dans la politique contemporaine en tant qu'outil de campagne, plateforme de débat et garant de l'intégrité électorale. Dans cette même perspective, la théorie de la citoyenneté numérique, développée par des chercheurs comme C. Fuchs (2007), A. Dahlgren (2009) et P. L. Karakaya avec L. Pratchett (2014) insiste sur une utilisation responsable et éthique des technologies numériques. Ces théoriciens soulignent que la citoyenneté numérique va au-delà de l'usage des outils numériques, englobant une participation active à tous les niveaux pour promouvoir la dignité humaine et les droits civiques dans le cyberspace. Ils mettent en avant la nécessité d'une participation critique et informée pour contrer la désinformation, promouvoir des espaces numériques inclusifs et favoriser une gouvernance transparente, cherchant ainsi à élargir et équilibrer la participation politique et sociale.

1.2. Méthodologie

L'étude a combiné une approche quantitative et qualitative, débutant par une revue de littérature explorant les liens entre réseaux sociaux et journalisme citoyen pour comprendre son rôle durant les élections. Facebook, leader avec 4,65 millions d'abonnés sur 5,10 millions d'internautes (91% des utilisateurs actifs en Côte d'Ivoire), a été choisi. Deux forums clés, l'Observatoire démocratique de Côte d'Ivoire (ODCI) avec 110 441 membres et Afrique Libre (AL) comptant 62 453 membres, ont été sélectionnés pour leur dynamisme. L'étude a examiné 70 publications liées à l'élection présidentielle d'octobre 2020 (10 par thématique et 5 par forum), privilégiant celles ayant généré plus de 100 commentaires et extrayant ensuite 20 commentaires (10 par forum) avec au moins 20 sous-commentaires. Ces discussions couvraient divers sujets électoraux tels que la confiance envers les organes électoraux, les débats sur un éventuel troisième mandat présidentiel, et la publication des candidatures par le Conseil Constitutionnel. Les données quantitatives ont fourni des informations précises sur ces échanges en ligne, permettant une analyse représentative du journalisme citoyen. Parallèlement, des entretiens semi-directifs avec 20 acteurs clés, représentant divers secteurs (chercheurs, journalistes, membres de partis politiques, experts en communication numérique, représentants de la société civile), ont été menés pour capturer une gamme variée de perspectives. Une évaluation de contenu a été effectuée pour mettre en lumière les principaux thèmes associés au processus électoral. Cette approche hybride a consolidé l'analyse en croisant différentes sources et méthodes pour renforcer la fiabilité des conclusions.

Tableau 1 : données du corpus

Réseau social	Thématiques en ligne en lien avec l'élection présidentielle d'octobre 2020 (7)	Nombre de publications par thématique	Commentaires analysés	Période de collecte des données
Facebook (1)				
Forums (2)	Déficit de confiance aux organes électoraux	10	20	6 août 2020 au 14 décembre 2020
1.Observatoire démocratique de Côte d'Ivoire (ODCI)	Renonciation à un troisième mandat du président sortant	10	20	
	Troisième mandat ou le premier de la IIIe République	10	20	
	Publication de la liste des candidatures par le Conseil Constitutionnel	10	20	
2.Afrique Libre (AL)	Désobéissance civile et boycott actif	10	20	

	Couverture du scrutin électoral	10	20	
	Réactions après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle	10	20	

(Source, Pira, 2023)

2. Retour sur les élections présidentielles en Côte d'Ivoire : période de 1960 à 1990 vs période de 1995 à 2020

2.1. Période 1960 – 1990 : prédominance, contrôle et fragmentation politique

En 1960, malgré une constitution qui autorisait formellement le multipartisme lors de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, le président Houphouët-Boigny a opté pour un gouvernement unipartite sous le PDCI-RDA. Cette décision visait à éviter les conflits partisans et à concentrer les efforts nationaux sur le développement du pays. Pendant plus de trente ans, le pays a été dirigé par ce régime monolithique, écartant toute ouverture politique ou alternance démocratique jusqu'à l'avènement du multipartisme en 1990. Sous ce monopartisme, bien que des élections aient été organisées, elles étaient davantage des validations de la présidence de Houphouët-Boigny plutôt que de réels choix démocratiques. Ce n'est qu'avec l'avènement du multipartisme en 1990 que s'est ouverte une compétition politique plus diversifiée, permettant à plusieurs partis et candidats de contester le monopole du pouvoir détenu par le parti unique depuis l'indépendance. Mais, le multipartisme, entaché de manœuvres politiques visant à restreindre la concurrence, a engendré des contestations électorales conduisant à des conflits meurtriers. Par exemple, en 1990, l'introduction soudaine d'une caution financière élevée pour les candidats de l'opposition semblait être une mesure potentiellement dissuasive. Malgré ces obstacles, l'élection présidentielle de cette année-là a marqué un virage majeur avec la candidature de Laurent Gbagbo, rompant avec trente ans de règne absolu d'Houphouët-Boigny. Mais, si cette transition historique vers le multipartisme a brisé des décennies de monopartisme, elle a également été le prélude à une instabilité persistante, culminant dans la rébellion de 2002 et la crise post-électorale violente de 2010. Depuis lors, le pays peine à organiser des élections transparentes et pacifiques, entravant ainsi sa stabilité, sa démocratie et la quête de la paix autrefois incarnée par Houphouët-Boigny durant son long règne (1960-1993).

2.2. Période 1995-2020 : coups politiques, contestations et violences meurtrières

Depuis 1995, les élections en Côte d'Ivoire ont été ponctuées de contestations et de violences, en commençant par l'élection présidentielle multipartite après le décès d'Houphouët-Boigny. Ce scrutin a été marqué par des inquiétudes sur les conditions du vote, des exclusions politiques notables et des tensions exacerbées par le débat sur l'« ivoirité », qui a entraîné des violences pendant la campagne électorale. Malgré un boycott massif de l'opposition, Konan Bédié a remporté l'élection avec un score écrasant. En 1998, une révision constitutionnelle visant à accroître le pouvoir de Bédié a provoqué des dissensions internes et a finalement déclenché un coup d'État en 1999, perçu de manière divergente par les acteurs politiques et les populations. Alors que certains le considéraient comme positif pour la démocratie, d'autres le jugeaient comme un revers. À partir de cette période l'instabilité s'est accentuée malgré les premiers signes encourageants, comme un gouvernement de transition inclusif et un référendum qui a enregistré un fort soutien pour les nouveaux textes constitutionnels. Cependant, le général Guéi, acteur de la transition, s'est porté candidat à l'élection présidentielle, aggravant les divisions. L'élection de 2000 a été marquée par des controverses, des exclusions de candidats majeurs et des tensions exacerbées, concluant avec la déclaration de Laurent Gbagbo comme vainqueur contesté. Les années suivantes ont été jalonnées de violence politique, notamment avec la rébellion armée, l'absence d'élections en 2005 et la crise de 2010, caractérisée par des allégations de fraude et de violence. En 2015, malgré une victoire apaisée d'Alassane Ouattara, l'histoire électorale du pays reste marquée par des décennies de violences, de divisions et de controverses, mettant en lumière les défis persistants de la démocratie en Côte d'Ivoire.

3. Le journalisme citoyen face à l'élection présidentielle d'octobre 2020

Au cœur de l'élection présidentielle mouvementée d'octobre 2020, le journalisme citoyen est apparu comme un acteur majeur, offrant une tribune aux citoyens pour partager leurs perspectives diverses. Les multiples facettes de cette élection ont mis en lumière des thèmes majeurs, des désaccords d'opinions et une diversité d'évaluations du processus électoral en Côte d'Ivoire, reflétés dans les résultats de l'étude.

3.1. Résultats

L'élection présidentielle d'octobre 2020 a suscité un fort engagement citoyen en ligne. De nombreux Ivoiriens ont utilisé les médias sociaux pour exprimer leurs opinions, partager des

informations sur les candidats et les partis, et encourager leurs compatriotes à boycotter ou participer au processus électoral. Une analyse de cette couverture citoyenne en ligne révèle plusieurs tendances, thèmes et opinions exprimées par les citoyens.

3.1.1. Le déficit de confiance aux organes électoraux

En Côte d'Ivoire, les processus électoraux sont souvent influencés par des interventions politiques remettant en question l'impartialité des instances électorales. En 2020, l'opposition a vivement critiqué le fonctionnement de la Commission Électorale Indépendante (CEI), pointant ses lacunes dans le cadre démocratique. P.A. N'Guessan (2020), président du FPI, a accusé le pouvoir en place de chercher à contrôler la CEI et le Conseil constitutionnel (CC), mettant en doute leur neutralité dans la gestion des élections et l'annonce des résultats. De manière similaire, H.K.Bédié (président du PDCI-RDA) a réclamé la création d'un organe électoral impartial, autonome, et neutre, soulignant sa non-conformité aux normes internationales de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) en novembre 2016. La réaction des internautes sur les plateformes ODCI et AL a été significative. A.A (2020) déclare : « le parti au pouvoir est fort parce que son président a en main tous les pouvoirs... C'est très difficile, voire impossible de les battre. » Quant à J.T (2020), il publie les résultats d'une enquête initiée par Konrad-Adenauer-Stiftung, indiquant que 62,1% des Ivoiriens ne font pas confiance à la CEI et au CC. Seuls 20% expriment une confiance totale en ces organes électoraux, plaidant pour une direction de la CEI par des acteurs de la société civile. Pour sa part, C. S (2020) exprime que : « de 2010 à 2020, la CEI n'a fait aucun progrès. Cet organe doit adorer un fétiche avant de publier les résultats. » dans la logique des premiers internautes, E.K.K (2020) renforce cette idée en affirmant : « la CEI n'est que le bras séculier du RHDP de Ouattara. » Enfin, A.O (2020) estime que : « le président de la CEI joue bien son rôle de porte-parole du RHDP. » En contraste, A.A (2020) soutient : « le président de la CEI Mr Coulibaly Kuibert a une maîtrise parfaite du sujet. » Pour sa part, A.P (2020) s'interroge sur le constat d'un contrôle des élections par chaque régime, soulignant que Ouattara et le RHDP ont raison et que la CEI n'a pas d'autre choix. Quant à P.F (2020), il souligne que : « la Côte d'Ivoire doit renforcer ses institutions pour garantir la transparence, la responsabilité et l'intégrité dans ses processus électoraux. » Parmi les 20 commentaires examinés, 10 expriment une défiance envers les organes électoraux, 6 apprécient leur travail, et 4 adoptent une position d'attente jusqu'à la conclusion du processus électoral. Ces résultats révèlent une polarisation des opinions, illustrant la méfiance envers

les organes électoraux, mais également des voix favorables et des attitudes plus prudentes, préférant attendre la fin du processus électoral pour se forger une opinion. Cette diversité d'opinions souligne la complexité des perceptions des internautes, mettant en évidence la nécessité d'une analyse nuancée des discussions en ligne.

3.1.2. La renonciation à un troisième mandat du président sortant

Le président Alassane Ouattara a annoncé le 5 mars 2020 qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle d'octobre 2020, préférant céder la place à une jeune génération. Cette annonce a été commentée diversement par les internautes ivoiriens. Sur ODCI, D.B (5 mars 2020) a partagé sa satisfaction en ces termes : « nous sommes heureux qu'il laisse la place à la jeune génération. C'est un homme de parole. Je suis fier de mon président, même si je ne suis pas un de ses partisans. Je suis fier que l'on fasse confiance à la jeunesse. » Pour A.P (7 mars 2020) : « c'est une décision historique en Afrique, et le président Ouattara donne l'exemple tout en adressant un message à ses détracteurs. » Dans cette logique, lorsque le président a désigné son premier ministre Amadou Gon Coulibaly comme le candidat de son parti pour l'élection présidentielle de 2020, M.T (13 mars 2020) a souligné : « le président Ouattara est un homme de parole et sa politique ne repose pas sur la duplicité. Il avait affirmé qu'il ne briguerait pas un troisième mandat, et il vient de tenir sa parole. » Mais à l'instar de quelques internautes, B.F (15 mars 2020) écrit : « nous attendrons la fin du second mandat du président et l'élection présidentielle de 2020 pour évaluer l'impact de ses déclarations. » Quant à A.M (20 mars 2020), elle publie ce qui suit : « C'est trop facile, il est trop tôt pour me prononcer. Les politiciens sont imprévisibles. » À la suite de l'analyse statistique, 12 internautes ont accueilli positivement la décision du président Ouattara, 5 ont exprimé des réserves, tandis que 3 ont montré une certaine confiance dans la capacité de la classe politique à franchir une étape importante pour la démocratie dans un contexte pacifique. Ces réactions variées reflètent la diversité des perceptions des internautes face à la décision du président Ouattara. Alors que certains ont accueilli favorablement cette décision, d'autres ont exprimé des réserves, et quelques-uns ont affiché un optimisme prudent quant à l'avenir politique et démocratique dans un contexte de paix.

3.1.3. Le troisième mandat ou le premier de la III^e République : controverses en ligne

Le décès inopiné d'Amadou Gon Coulibaly, candidat désigné du RHDP pour l'élection présidentielle d'octobre 2020, a été invoqué pour justifier une troisième candidature du

président Alassane Ouattara, initialement engagé à passer le relais à une nouvelle génération. Cette évolution inattendue de la position présidentielle a engendré des débats animés en ligne et a suscité des préoccupations divergentes. Pour ses soutiens dont S.T (8 août 2020) : « dès l'instant où la constitution, lui donne le droit de se présenter, le débat est clos. » Dans cette même veine K.S (8 août 2020) écrit que :

« La nouvelle constitution permet au président Bédié, malgré son âge avancé, de se porter candidat, alors que la limite d'âge précédente était de 75 ans. Elle autorise également Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo, malgré leurs mandats antérieurs sous les Républiques précédentes, à se présenter à nouveau pour un troisième mandat dans le cadre de cette nouvelle République. Tout le monde peut être candidat. C'est le peuple qui va trancher .»

Face à ces internautes, d'autres ont remis en question les raisons avancées par le président Ouattara. Pour S. E (8 août 2020) : « il n'est pas acceptable que le président Alassane Ouattara dise son seul plan B possible soit pour Alassane Ouattara » Pour sa part, J.K (17 août 2020) abonde dans cette logique en affirmant que : « comment le RHDP qui se réclame être le plus grand parti de la Côte ne puisse pas trouver un candidat pour représenter la nation à l'élection présidentielle ? » En utilisant l'analyse du faux dilemme, ces internautes soutiennent que le président a présenté sa décision comme inévitable, alors qu'en réalité, il aurait pu explorer d'autres options pour assurer une transition politique stable et démocratique en Côte d'Ivoire. Sur ce sujet, 12 internautes ont exprimé une forte déception envers le président Ouattara, 6 ont remis en cause la fiabilité des politiciens ivoiriens en général ou la validité de l'argument pour sa nouvelle candidature. En parallèle, 2 internautes ont montré de la compréhension envers sa situation, la considérant comme relevant d'un cas de force majeure. Ces réactions expriment une diversité de points de vue parmi les internautes ivoiriens, illustrant la complexité des opinions face à la décision du président Ouattara de se présenter à nouveau. Certains expriment une déception profonde, remettant en question la crédibilité des politiciens, tandis que d'autres semblent admettre les circonstances exceptionnelles invoquées par le président. Cela met en lumière la variété des réactions au sein de la population envers un événement politique majeur.

3.1.4. La publication de la liste des candidatures par le Conseil Constitutionnel

L'élection présidentielle de 2020 en Côte d'Ivoire a été le théâtre d'une crise électorale violente dans le pays. En plus du vote référendaire sur la nouvelle constitution, boycotté par

l'opposition, et des modifications apportées au code électoral en 2020, des manœuvres politiques sournoises et des débats juridiques complexes ont entraîné des procès précipités et de lourdes condamnations de candidats tels que Gbagbo et Soro. Le 14 septembre 2020, le Conseil constitutionnel a annoncé qu'il avait retenu quatre candidats parmi les quarante-quatre qui se présentaient à l'élection du 31 octobre 2020 : Alassane Ouattara, Konan Bédié, Affi N'Guessan et Kouadio Konan Bertin. Dans le même temps, les candidatures de personnalités politiques influentes telles que Laurent Gbagbo, Soro Guillaume, Mabri Toikeusse et Mamadou Koulibaly ont été rejetées. Ces décisions ont soulevé des contestations en ligne quant à la transparence et à l'équité du processus électoral en Côte d'Ivoire. Pour F.P (18 septembre 2020) : « 4 candidats sur 44 retenus. Comment font-ils pour éliminer autant de citoyens ? Ce résultat me rappelle le BAC Kipré de 1994. » I.S (14 septembre 2020) réagit à cette liste en écrivant que : « seules des décisions injustes et politiquement motivées peuvent donner des résultats contestables, qui mettent en péril la démocratie et l'État de droit en Côte d'Ivoire ». Quant à H.K (14 septembre 2020), il soutient que : « ils vont plonger le pays dans une crise majeure pour deux raisons majeures : la validation de la candidature inconstitutionnelle de Ouattara et de l'exclusion arbitraire et antidémocratique de leaders politiques importants, notamment Laurent Gbagbo, Guillaume Soro, Mabri Toikeusse, Mamadou Koulibaly et Marcel Amon-Tanoh. » Face aux tenants de cette ligne contestataire, T.M (2020) répond : « la loi a été dite, place à la campagne pour ceux qui ont été retenus. » À sa suite K.S (15 septembre 2020) renchérit : « les recalés n'ont qu'à régler leurs problèmes et revenir en 2025. » Pour clore ces discours T.A.J (15 septembre 2020) écrit : « certains traînent des casseroles. D'autres voulaient faire coups d'états. Pourtant, ils sont candidats. C'est normal qu'ils soient éliminés. » Depuis l'avènement du multipartisme en Côte d'Ivoire, les opinions divergent toujours concernant les questions électorales, comme en atteste l'analyse des commentaires. Sur ce point, 6 internautes soutiennent la décision du CC, tandis que 10 estiment qu'elle est injuste et pourrait engendrer des tensions dans le pays. En parallèle, 4 appellent simplement au respect du droit. Ces chiffres reflètent la polarisation des opinions autour de la décision du CC, illustrant la diversité des perceptions des internautes concernant les questions électorales en Côte d'Ivoire. Ces discordances exprimées en ligne ont alimenté les tensions préélectorales, déclenchant des violences dans plusieurs régions du pays.

3.1.5. La désobéissance civile et le boycott actif

En 2020, la coalition dirigée par Bédié et Affi, et des candidats non retenus pour la présidentielle, a fortement contesté la candidature d'Alassane Ouattara et les décisions du CC. Face à la fermeté du gouvernement, l'opposition politique a appelé à la désobéissance civile et au boycott actif de l'élection présidentielle. Les affrontements violents, notamment à Bonoua, Bongouanou, Dabou, Daoukro, Gagnoa et ailleurs, ont entraîné la perte de nombreuses vies, mettant en évidence la menace pesant sur l'élection présidentielle et la stabilité de la Côte d'Ivoire. Sur la plateforme ODCI, A.W (26 octobre 2020) a exprimé son souhait que : « la sagesse divine guide nos dirigeants, car la peur s'est emparée de nous, les citoyens ivoiriens. » A.A (20 octobre 2020) a souligné que : « les politiciens semblent peu préoccupés par le bien-être de la population. Chers ivoiriens, ouvrez vos yeux sur cette réalité. » Quant à D.A (15 octobre 2020), il écrit « Seule une transparence dans cette élection peut apporter la paix en Côte d'Ivoire ». Pour garantir la sécurité du scrutin, le gouvernement a pris des mesures strictes en réduisant le nombre de bureaux de vote de 22 000 à 10 000 et en mobilisant davantage de forces de l'ordre. Pour S.B (26 octobre 2020) : « c'est une bonne décision. On ne peut pas paralyser le pays en cédant aux revendications infondées de l'opposition. » Cependant, A.A (25 octobre 2020) s'est interrogé sur la prise de cette décision à la dernière minute et sur la possibilité d'un blocage, tout en se demandant pourquoi le scrutin n'a pas été reporté en cas de difficultés dans l'organisation. Dans cette même logique, E.B (26 octobre 2020) écrit : « j'ai des doutes sur les intentions du président. Je pense qu'il a l'intention de réprimer violemment les contestataires. » Dans le contexte électoral tendu de 2020, 10 internautes ont pris la parole en ligne pour exhorter les politiciens à engager un dialogue constructif, favorisant des élections apaisées, transparentes et inclusives en Côte d'Ivoire. En parallèle, 6 ont soutenu la fermeté de l'opposition face au pouvoir, tandis que 4 ont souligné l'impératif de la tenue des élections, quel qu'en soit le prix. Ces élections ont été marquées par des tensions et des divisions profondes au sein de la société ivoirienne, reflétant les défis persistants en matière de stabilité politique et de démocratie dans le pays.

3.1.6. La couverture en ligne su scrutin électoral

Lors de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, l'absence de candidats majeurs a suscité des débats. Quant à Kouadio Konan Bertin qui a décidé de maintenir sa candidature, celle-ci était perçue comme une option peu crédible dans un scrutin fortement critiqué par l'opposition. Le principal enjeu est devenu le taux de participation, avec des allégations de boycott massif. Des internautes proches de l'opposition, comme O.L.L (31 octobre 2020),

ont déclaré : « il n'y avait pas eu d'élection. Les Ivoiriens ont boudé les urnes. » Reporter à Gagnoa, P.A.N (31 octobre 2020) écrit : « aucune mobilisation des électeurs à Gagnoa. Scrutin présidentiel largement boycotté. Gagnoa dit non au "coup d'État électoral et constitutionnel". » Pour D.S (1er novembre 2020) qui a signalé des affrontements à Blockhauss : « la police nationale manipule les résultats en faveur du président Ouattara. » En face, certains internautes ont encouragé la participation des citoyens au vote. Par exemple, K.M (31 octobre 2020) a écrit : « je viens de voter en paix. Faites comme moi. Allez accomplir votre devoir citoyen. » un second internaute V.D (31 octobre 2020) a publié une photo avec pour légende : « école du Plateau, mobilisation monstrueuse des électeurs pour la victoire du PRADO. » A.B (31 octobre 2020), militant du RHDP, s'est félicité du bon déroulement du scrutin et a exhorté les jeunes à ne pas se laisser manipuler par l'opposition. Sur cette question, 12 internautes ont encouragé les Ivoiriens à voter dans un climat de paix, 7 ont découragé leur participation en invoquant un processus électoral biaisé, tandis que 3 ont préconisé de rester chez eux. Les plateformes en ligne ont mis en évidence une division nette entre les partisans de l'opposition, prônant le boycott et critiquant le processus, et ceux du pouvoir, cherchant à démontrer leur mobilisation.

3.1.7. Réactions après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle d'octobre 2020

À la suite de l'annonce de la réélection controversée du président ivoirien Alassane Ouattara avec un score écrasant de 94,27 % des voix au premier tour, les réseaux sociaux ont été le théâtre de réactions passionnées. Certains internautes, comme B.Y (3 novembre 2020), ont exprimé leur inquiétude quant au contexte politique et sécuritaire tendu en Côte d'Ivoire, remettant en question la crédibilité de l'élection présidentielle. S.O (3 novembre 2020) a soulevé des contradictions apparentes dans le taux de participation déclaré de 53,90 %, compte tenu du boycott et de l'absence de certaines zones de vote. D'autres internautes, tels que K.S (31 novembre 2020), ont émis des doutes sur les résultats électoraux, suggérant des manipulations. Certains ont critiqué sévèrement le processus électoral, affirmant qu'il n'y avait pas eu d'élection en Côte d'Ivoire, comme l'a déclaré A.A (31 octobre 2020). En réaction à la victoire annoncée d'Alassane Ouattara, des partisans du président réélu ont

exprimé leur joie et leur soutien sur les réseaux sociaux. O.A.K (31 novembre 2020), par exemple, a célébré la victoire d'ADO (Alassane Dramane Ouattara), qualifiant le président de "champion". D'autres, comme D.P (3 novembre 2020) et S.G (3 novembre 2020), ont exprimé leur soutien indéfectible à Ouattara. Parmi les 20 commentaires analysés, 13 ont remis en cause le processus électoral ainsi que les résultats proclamés, 5 ont salué la large victoire du président Ouattara, quand 2 ont accusé l'opposition de récolter les conséquences de son inconstance et de son boycott actif. Ces chiffres illustrent des opinions divergentes : une majorité critique la légitimité du processus électoral et des résultats, tandis qu'une minorité soutient la victoire du président Ouattara. De plus, certains attribuent les conséquences négatives à l'opposition en raison de ses actions perçues comme inconstantes et de son boycott. Cela révèle les tensions et les différentes perceptions entourant les élections et la Côte d'Ivoire continue de faire face à des défis majeurs en matière de stabilité politique et de démocratie.

4. Discussion

L'élection présidentielle en Côte d'Ivoire en 2020 a révélé un paysage politique profondément polarisé. Dans ce contexte tendu, les réseaux sociaux ont joué un rôle central en permettant aux citoyens de participer au débat public, de partager leurs préoccupations et opinions sur les différentes étapes cruciales du processus électoral. Une analyse des discussions en ligne met en évidence une méfiance généralisée envers les institutions électorales, en particulier la CEI et le CC, soulignant l'impérieuse nécessité de réformes pour assurer la transparence et la crédibilité des élections. Aussi, la décision initiale du président Ouattara de ne pas se présenter pour un troisième mandat a-t-elle été accueillie avec prudence et un optimisme mitigé sur les réseaux sociaux. Cependant, son revirement ultérieur a déclenché des débats intenses en ligne, reflétant le climat politique tendu du pays des joutes électorales depuis 1995. Parallèlement, la publication sélective des candidatures par le CC a été vivement critiquée, certains la considérant comme une violation de la constitution et une menace pour la démocratie. Ces situations délicates ont légitimé l'appel à la désobéissance civile et au boycott actif lancé par l'opposition, provoquant des tensions et des violences qui ont illustré les profondes divisions au sein de la société ivoirienne. Les réseaux sociaux ont été le théâtre de ces conflits, où les partisans de l'opposition ont exprimé leur mécontentement, tandis que ceux du pouvoir ont appelé à l'ordre et à la stabilité. Malgré les opinions exprimées en ligne, les citoyens n'ont pas pu influencer de manière significative le

processus électoral qui a abouti à l'annonce controversée de la réélection d'Alassane Ouattara. De façon générale, les discussions en ligne ont reflété les profondes divisions politiques et sociales en Côte d'Ivoire, mettant en exergue les défis auxquels le pays est confronté pour établir un consensus politique durable, garantir la transparence électorale et favoriser la réconciliation nationale. Les réseaux sociaux ont agi comme un miroir de ces tensions, offrant un espace où les citoyens pouvaient exprimer leurs préoccupations et participer au débat démocratique, mais simultanément exacerbant les divisions préexistantes.

Conclusion

L'élection présidentielle de 2020 a représenté un moment critique dans l'histoire de la Côte d'Ivoire, caractérisée par des violences meurtrières, plutôt que par un renforcement de la démocratie. Elle a laissé une marque sombre dans les mémoires, évoquant fortement le climat tendu de l'élection présidentielle de 2010. Face à ces lacunes récurrentes, le journalisme citoyen s'est mobilisé en ligne pour tenter d'influencer les politiques et peser sur le processus électoral, comme le souligne P. Flichy (2008, p.15) : « Internet offre de véritables opportunités pour de nouvelles formes démocratiques, multiples et en réseau, où le citoyen ne se contente pas seulement d'élire ses représentants, mais peut également débattre, surveiller et évaluer leurs actions. » En Côte d'Ivoire, dans un contexte électoral tendu, Facebook a offert des espaces aux citoyens sur ODCI et AL pour exprimer effectivement leurs opinions et participer aux débats entourant le processus électoral de la présidentielle d'octobre 2020. Les observateurs espéraient des discussions en ligne substantielles sur des sujets cruciaux pour le pays, tels que les programmes électoraux, l'économie, la sécurité, la gouvernance et les enjeux nationaux.

Malheureusement, les débats en ligne, plus militants que citoyens, ont nourri les tensions politiques et exacerbé les divisions profondes au sein de la société ivoirienne. Face à cette situation, P. Flichy (2008, p.15) note : « Internet n'a pas en lui-même d'effet négatif sur la délibération démocratique. Il s'est en partie moulé sur les caractéristiques de notre société. » Cette observation semble se confirmer en Côte d'Ivoire, où le journalisme citoyen, porté par des militants engagés, a amplifié les débats polarisés en ligne, sans pour autant influencer de manière significative le processus électoral ni promouvoir une dynamique démocratique

durable. En privilégiant des débats souvent stériles et polémiques, le journalisme citoyen semble avoir dévié de sa mission première telle qu'anticipée par H. Rheingold (1994). Sur la toile comme sur l'ensemble du territoire ivoirien, cette polarisation a rapidement dégénéré en violences verbales et physiques entre partisans de différents camps politiques. Les discussions en ligne ont souvent reflété des positions claniques et partisanses, où les internautes se sont rassemblés autour de leurs affiliations politiques, ethniques ou régionales respectives. L'élection présidentielle de 2020 en Côte d'Ivoire a mis en évidence les profondes divisions persistantes du pays. Elle restera gravée dans la mémoire collective en tant que période marquée par les tensions et les affrontements, soulignant ainsi la nécessité d'un dialogue national inclusif et de réformes institutionnelles pour surmonter ces défis et renforcer la démocratie. Bien que le journalisme citoyen en Côte d'Ivoire soit actif et dynamique, il apparaît clair que malgré l'engagement en ligne des citoyens, les débats demeurent polarisés et semblent avoir peu d'impact direct sur les processus électoraux et la démocratie. Face à ces enjeux auxquels font face les internautes ivoiriens, Pira (2021, p.40) met en avant l'importance d'encourager tous ceux qui prennent part au débat public à chercher le bien commun et l'intérêt collectif. Il souligne que disposant d'un outil à portée mondiale, il leur incombe de mobiliser les intelligences nécessaires pour le protéger, le pérenniser et surtout le mettre au service de causes justes. Nous encourageons les citoyens à initier et à promouvoir des échanges constructifs, permettant ainsi une meilleure intégration dans les processus de décision politiques. Cette approche souligne l'importance d'analyser le rôle des médias sociaux dans le contexte démocratique ivoirien, visant à favoriser un débat plus inclusif et constructif.

Références bibliographiques

BRETON Philippe ; PROULX Serges, 2012, *L'explosion de la communication à l'aube du XXIe siècle*, Paris, La Découverte.

CARDON Dominique, 2010, *La Démocratie Internet. Promesses et limites*. Paris, Le Seuil.

Dahlgren Peter, 2009, *Médias et engagement politique : citoyens, communication et démocratie*, Cambridge, Coupe.

FLICHY Patrice, 2008, « Internet, un outil de la démocratie ? », *La Vie des idées*, du mercredi 14 janvier 2008. Repéré à <https://laviedesidees.fr/Internet-un-outil-de-la-democratie.html>.

FUCHS, C, 2007,

GAGLIO Gérard , 2013, *Sociologie de l'innovation*, Paris, Puf.

JAUREGUIBERRY Francis ; PROULX Serges, 2011, *Usagers et enjeux des technologies de communication*, Toulouse, Erès.

KARAKAYA Polat Rabia & PRATCHETT Lawrence, 2014, « Citizenship in the age of the Internet: a comparative analysis of Britain and Turkey », *Citizenship Studies*, 18:1, p.63-80.

PIRA Kouassi Touffouo Frederic, 2021, « L'éthique de l'information à l'épreuve de la démocratisation médiatique et des réseaux sociaux en Côte d'Ivoire », *Le Cailcédrat*, 11, p.29-41.

PROULX Serge, 2015, « La sociologie des usages, et après ? », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*,

6/2015. Consulté le 23 mai 2022. URL :

<http://journals.openedition.org/rfsic/1230>

RHEINGOLD Howard, 1994, *The virtual community. Homesteading on the electronic frontier*. New York, Harper Perennial.

WOLTON Dominique. 2010, *Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris, Flammarion.